



DIRECTION DE LA COMMUNICATION

15 RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06

Commémoration des 150 ans du Sénat

Lot n° 4

*Montage, démontage, fourniture de mobilier extérieur
d'exposition, impression et entretien de l'exposition
présentée dans le Jardin du Luxembourg*

D.C.E.

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

DECEMBRE 2024

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 - PRESTATIONS ATTENDUES.....	4
ARTICLE 6 - PRIX.....	5
ARTICLE 7 - ACCÈS AUX LOCAUX DU SÉNAT	5
ARTICLE 8 - NEUTRALITÉ, DISCRÉTION ET CONFIDENTIALITÉ.....	5
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT – FACTURATION - AVANCE.....	5
Modalités de règlement	5
Facturation.....	6
Avance	6
ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 11 - PÉNALITÉS.....	8
ARTICLE 12 - ASSURANCE	9
ARTICLE 13 - RÉSILIATION – RÉSILIATION AUX FRAIS ET RISQUES.....	9
ARTICLE 14 - OBLIGATION DU TITULAIRE D’INFORMER LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE TOUT CHANGEMENT DE SITUATION.....	10
ARTICLE 15 - CONVENTION SUR LA PREUVE	10
ARTICLE 16 - LANGUE – CONTENTIEUX.....	10
ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	10
ANNEXE 1 : TRANSMISSION DES FACTURES SUR LE PORTAIL DE RÉCÉPTION DEMATÉRIALISÉE	11
ANNEXE 2 : CAHIER DES CHARGES MODULE 1	13
ANNEXE 3 : CAHIER DES CHARGES MODULE 2	15
ANNEXE 4 : CAHIER DES CHARGES MODULE 3	19
.....	20

ARTICLE 1 - **OBJET DU MARCHÉ**

La présente consultation a pour objet de conclure un marché public portant sur la fabrication, l'impression, le montage, la livraison, l'entretien et l'enlèvement de 3 modules d'exposition dans le Jardin du Luxembourg dans le cadre de l'anniversaire des 150 ans du Sénat qui sera célébré en 2025.

Le présent lot concerne la seconde exposition, immersive, présentée dans le Jardin du Luxembourg, qui se tiendra de début juin 2025 à la mi-novembre 2025 et qui donnera lieu au déploiement de 3 structures permettant aux visiteurs de suivre le « Parcours de la loi » en 3 modules :

- deux cubes en 10 faces d'exposition sur « 150 ans de Lois » ;
- un jeu de l'oie (baptisé « *Jeu de loi* ») à destination des enfants permettant de comprendre comment se fabrique la loi ;
- une structure représentant un pupitre permettant aux visiteurs de faire des selfies en situation d'orateur.

ARTICLE 2 - **FORME DU MARCHÉ**

Le présent marché est un marché de services.

Il comporte 4 lots dont 3 lots ont déjà été attribués.

Les lots 1 et 2, relatifs aux commissariats des expositions organisées à l'occasion des 150 ans du Sénat (sur les grilles du Jardin du Luxembourg et dans le Jardin du Luxembourg), ont été attribués à l'entreprise WIPPLAY.

Le lot 3 concernant la prestation de montage et démontage de l'exposition photographiques sur les grilles du Jardin du Luxembourg a été attribué à l'entreprise METROPOLE.

Le présent marché comporte un 4^{ème} lot, défini comme suit :

Lot n°4 : « *Montage, démontage, fourniture de mobilier extérieur d'exposition, impression et entretien de l'exposition présentée dans le Jardin du Luxembourg* ».

ARTICLE 3 - **DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché s'exécute à compter de sa notification, qui devrait intervenir, à titre prévisionnel le 1^{er} mars 2025.

Le marché arrivera à échéance à l'issue de la désinstallation, soit à titre prévisionnel le 31 décembre 2025.

-

ARTICLE 4 - **DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Ce lot correspond à un marché constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité juridique décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vertu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021) ;
- les réponses au cahier des réponses attendues (CRA) et le cas échéant le mémoire technique du titulaire.

ARTICLE 5 - **PRESTATIONS ATTENDUES**

Le titulaire du lot n° 4 devra assurer les prestations de montage et démontage, impressions des visuels, entretien et maintenance de chacune des expositions en respectant les contraintes techniques inhérentes aux lieux d'expositions.

Le titulaire assure la livraison dans les locaux du Sénat, ses dépendances et dans le Jardin du Luxembourg de l'ensemble des prestations commandées.

Un retroplanning d'exécution des prestations lui sera notifié dès l'attribution. Le Sénat se réserve le droit de modifier ce rétroplanning après la notification du lot. Il en informera alors le titulaire du marché.

Le titulaire devra travailler en collaboration avec le titulaire du lot n°2, qui aura défini le cahier des charges, la ligne graphique et la composition de l'exposition.

Le titulaire :

- Fabriquera, livrera, installera et reprendra à l'issue de l'exposition les structures aux dimensions et contraintes techniques indiquées au marché et en lien avec le commissaire d'exposition et sous le contrôle du comité de pilotage des 150 ans du Sénat ¹;
- Imprimera et installera les visuels d'exposition sur les structures ;
- Assurera un entretien régulier (minimum 1 fois par semaine). En cas de dégradations, constatées par la Direction de la Communication, le Sénat contactera le titulaire du marché pour procéder au remplacement des supports endommagés ce qui déclenchera le délai d'intervention. Ce délai ne devra pas excéder 48 h.

Les détails techniques concernant les 3 structures demandées sont détaillés dans les annexes 2, 3, et 4.

¹Est constitué de parlementaires et conseillers techniques.

ARTICLE 6 - PRIX

Les prix du présent marché sont libellés en euros.

Le marché est conclu à prix forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre, pour ce lot, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, y compris de transport et livraison, stationnement, restauration, charges, fournitures, matériels et autres frais et sujétions du titulaire de quelque nature que ce soit et ce, sans que le prestataire puisse invoquer une quelconque rémunération supplémentaire.

Les prix sont fermes et non actualisables.

ARTICLE 7 - ACCÈS AUX LOCAUX DU SÉNAT

L'accès, notamment afin d'assurer les livraisons prévues dans le cadre du présent marché, au Palais du Luxembourg et à ses dépendances, est strictement réglementé. Le titulaire se conforme aux règles applicables en la matière.

Pour des raisons de sécurité, les demandes de stationnement et de circulation doivent être transmises à la direction de la Communication **au moins trois jours ouvrés à l'avance**. Ces demandes doivent préciser le nom, le prénom et la qualité du conducteur, le motif de la demande (objet de la livraison), la date et l'heure d'arrivée du véhicule, ainsi que son numéro d'immatriculation.

ARTICLE 8 - NEUTRALITÉ, DISCRÉTION ET CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et les personnels qu'il met à disposition, directement ou par l'intermédiaire d'un sous-traitant éventuel, pour l'exécution du marché sont tenus à une stricte obligation de neutralité, politique et religieuse, de discrétion et de confidentialité professionnelles.

Aucune information concernant le marché, les documents, les faits ou les échanges dont il peut avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations, ne doit être donnée par le titulaire, son personnel ou ses éventuels sous-traitants, à des personnes étrangères au marché. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise au pouvoir adjudicateur.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité des prestations faisant l'objet du présent marché sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT – FACTURATION - AVANCE

Modalités de règlement

Les prestations sont réglées **après service fait**, par paiement effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture, par virement au compte du titulaire. En cas

de dépassement du délai, le taux des intérêts moratoires est le taux de refinancement de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, majoré de 8 points. En outre, en cas de retard sur le délai de paiement prévu ci-dessus, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € prévue par les articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de la commande publique.

Le comptable public assignataire des paiements est le Trésorier du Sénat.

Facturation

Le règlement s'effectue après réception des prestations, sur présentation d'une facture comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom du Sénat ;
- le numéro de facture et la date de facturation ;
- les nom, forme sociale, n° du SIRET et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date et le numéro du bon de livraison ;
- les prestations livrées, leurs quantités et leurs prix ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC des prestations livrées ;
- la date à laquelle le règlement doit intervenir.

Le titulaire transmet sous forme électronique ses factures sur le portail de réception dématérialisée des factures du Sénat, dans les conditions définies à l'arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020, annexé au présent CCP (annexe 1). La transmission d'une facture par tout autre moyen que ce portail emporte rejet de la facture.

Avance

En application des articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance peut être versée, sous les conditions définies à l'article R. 2191-3 dudit code et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Son montant est alors égal à 5 % du montant TTC initial du marché.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30 % du montant TTC du marché.

Le mandatement de l'avance intervient dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle le délai contractuel d'exécution a commencé à courir. Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Conformément à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'imputera sur le règlement définitif après service fait.

Une avance peut être versée aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé pour le versement de l'avance. Le montant de cette avance vient alors en déduction de celle éventuellement versée au titulaire.

Le versement de cette avance, dont le montant est limité à 5 % du montant TTC des prestations sous-traitées - ou à 30%, en application de l'article R. 2191-7, si le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 précité - ainsi que son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur titulaire principal : celui-ci en est comptable.

ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE

En application de l'article 3 du CCAG-FCS, le titulaire devra soumettre à l'acceptation du Sénat la désignation de chaque sous-traitant ainsi que les conditions de paiement de chaque contrat de sous traitance.

Cet agrément devra être demandé avant toute intervention du sous-traitant.

Le délai d'instruction du dossier d'acceptation ne pourra être inférieur à quatorze jours calendaires. En cas de transmission tardive du dossier d'agrément des sous-traitants, il sera fait application des pénalités mentionnées au présent CCP.

Chaque sous-traitant présenté par l'entrepreneur devra impérativement être titulaire des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'agrément sera rejetée.

À l'appui de sa demande, l'entrepreneur devra communiquer à la Directrice de la Communication une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) comprenant les informations et documents suivants concernant le sous-traitant éventuel :

- nature des prestations sous-traitées ;
- raisons sociale, numéro de SIRET et adresse du sous-traitant proposé ;
- montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- déclaration sur l'honneur indiquant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- références de prestations similaires ;
- attestations d'assurance pour les risques professionnels ;
- attestations de régularité fiscale et sociale ;
- conditions de paiement ;
- relevé d'identité bancaire (RIB)/IBAN.

Il devra également lui transmettre le contrat de sous-traitance ainsi qu'une copie de tous les avenants qui pourraient modifier ce contrat.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la direction de la Communication d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, etc.), celle-ci sera rejetée.

Le titulaire informera la Directrice de la Communication en cas de défaillance d'un sous-traitant.

En cas de sous-traitance non agréée, constatée par la direction de la Communication ou ses représentants, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCP.

En ce qui concerne le droit des sous-traitants au paiement direct, il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

ARTICLE 11 - **PÉNALITÉS**

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les prestations prévues sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, peuvent donner lieu à l'application de pénalités par le Sénat sur décision de la directrice de la Communication et ce, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du manquement observé.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Elles sont précomptées sur les paiements à opérer et sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées dès le premier euro et sans exonération en fonction d'un quelconque seuil minimum.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant HT du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont calculées selon les formules indiquées ci-dessous

Ces pénalités sont les suivantes :

Engagement non respecté	Pénalité
Sous-traitance non déclarée	1 500 € (par manquement)
Inexécution (intégrale ou partielle) d'une prestation	En sus du non-paiement par le Sénat de la prestation pour absence de service fait, il est appliqué une pénalité égale à 20 % du montant HT de la prestation inexécutée.

Engagement non respecté	Pénalité
Retard d'exécution d'une prestation	Il est appliqué une pénalité égale à 2,5 % du montant HT de la prestation concernée par le retard par jour ouvré de retard par ordre de service.
Manquement à toute autre prescription du présent CCP (règles d'accès au Palais, de confidentialité et de neutralité, défaut d'assurance, etc.)	100 € (par manquement)

Les pénalités ne sont pas appliquées si la défaillance du titulaire ou le non-respect d'un de ses engagements est imputable au Sénat.

Elles s'appliquent sans préjudice, en cas de défaillances répétées ou d'une particulière gravité, d'une éventuelle résiliation du marché pour faute dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCP.

ARTICLE 12 - ASSURANCE

Le titulaire doit justifier, avant tout début d'exécution du marché et au plus tard dans les quinze jours à compter de sa notification, qu'il est titulaire des assurances garantissant sa responsabilité civile professionnelle à l'égard du Sénat et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Cette assurance couvre les sinistres éventuels liés à l'activité du titulaire dans le Jardin du Luxembourg, à ses abords et dans les locaux du Sénat.

Il doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution de la prestation, sur demande du Sénat et, par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, dans les sept jours de cette demande, de produire une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

L'attestation produite par le titulaire expose la teneur des risques couverts par cette assurance en cas de dommages directs causés au Sénat.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION – RÉSILIATION AUX FRAIS ET RISQUES

Le Sénat peut résilier le présent marché dans les conditions et pour les motifs prévus au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché par le Sénat pour motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, à aucune indemnité.

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations contractuelles, le Sénat peut résilier à tout moment le marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le Sénat peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations du présent marché aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le Sénat ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

ARTICLE 14 - OBLIGATION DU TITULAIRE D'INFORMER LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE TOUT CHANGEMENT DE SITUATION

Le titulaire informe la Direction de la communication de toute procédure de redressement judiciaire, liquidation ou sauvegarde mise en œuvre à son encontre.

Afin que soient prises toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution des prestations, le titulaire doit informer le Sénat, dans les meilleurs délais, de toute modification affectant son statut (fusion, cession, changement de forme juridique, de raison sociale, etc.). En cas de modification de sa personnalité juridique et conformément à l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le titulaire doit solliciter l'accord préalable du Sénat sur le transfert à la nouvelle entité des droits et obligations découlant du présent marché. Cette nouvelle entité devra présenter les capacités économiques et professionnelles requises pour assurer la bonne exécution du marché, ce dont le titulaire demeurera en toute hypothèse garant solidaire auprès du Sénat pendant la durée du marché restant à courir jusqu'à son terme.

ARTICLE 15 - CONVENTION SUR LA PREUVE

Le Sénat et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 16 - LANGUE – CONTENTIEUX

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

Les litiges sont portés devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04. Téléphone : 01 44 59 44 00 ; télécopie : 01 44 59 46 46.

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 11 du présent CCP déroge aux articles 14, 14.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS (pénalités).

L'article 12 du CCP déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS (assurances).

L'article 13 du CCP déroge au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS (résiliation pour motif d'intérêt général).

ANNEXE 1 : TRANSMISSION DES FACTURES **SUR LE PORTAIL DE RÉCEPTION DÉMATÉRIALISÉE**

Arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020

- Vu les articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires,
- Vu les articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique,
- Vu l'article 103 du Règlement du Sénat,
- Vu le Règlement budgétaire et comptable du Sénat,
- Vu l'arrêté n° 2006-274 du Bureau du 19 décembre 2006,
- Vu l'arrêté de Questure n° 2006-1617 du 19 décembre 2006,
- Vu le rapport n° 2020-0056 du Directeur Général des Ressources et des Moyens, en date du 20 mai 2020,
- Sur la proposition du Secrétaire Général de la Questure,

A R R Ê T E N T :

Article premier. – Les cocontractants du Sénat et leurs sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique, lorsqu'elles donnent lieu à un mandat de paiement.

Pour l'application au Sénat de la section 1 du chapitre II du titre IX du livre I^{er} de la deuxième partie du code de la commande publique, et par dérogation à l'article L. 2192-5 du même code, la transmission des factures sous forme électronique s'effectue sur le portail de réception dématérialisée mis en place à cet effet par le Sénat ou, pour les marchés de travaux, dans les conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2. – La transmission des factures sous forme électronique des titulaires de marchés de travaux et de leurs sous-traitants admis au paiement direct s'effectue sur une plateforme dédiée. Les conditions de facturation applicables sont précisées dans le cahier des charges desdits marchés.

Article 3. – Lorsque les titulaires de marchés conclus avec le Sénat ou leurs sous-traitants admis au paiement direct sont domiciliés à l'étranger, ils transmettent leurs factures sous forme électronique sur le portail prévu à l'article 1^{er} ou la plateforme prévue à l'article 2 si le contrat qui les lie au Sénat le prévoit expressément.

Article 4. – Une facture transmise par tout autre moyen que ceux mentionnés aux articles 1^{er} ou 2 est rejetée.

Article 5. – Le présent arrêté n'est pas applicable aux factures présentées par les personnes mentionnées à l'article 3 lorsqu'elles sont libellées en devises étrangères. Ces factures sont alors transmises par courrier électronique à la direction gestionnaire du Sénat.

Article 6. – Le présent arrêté entre en vigueur le 2 juin 2020 et est applicable aux contrats en cours à cette date.

Il sera publié au *Journal officiel*.

ANNEXE 2 : CAHIER DES CHARGES MODULE 1

Module 1 : « 150 ans de lois »

Deux « cubes » seront déployés dans le Jardin du Luxembourg sur un sol stabilisé de graviers. Ces structures mettront en avant ce que le Sénat apporte à la République depuis 150 ans : grandes figures, grands moments, grandes lois.

Descriptif des cubes :

1^{er} cube : grandes figures du Sénat de la République depuis 150 ans.

1. Présentation et plan du parcours de la loi, édito du Président du Sénat,
2. Panneau N°2 Robert Badinter et l'abolition de la peine de mort 1981 ;
3. Panneau N°3 Jules Ferry et loi du 10 juin 1881 sur l'école gratuite et obligatoire ;
4. Panneau N°4 Victor Hugo (1802-1885).
5. Panneau Top : Logo des 150 ans du Sénat

2^e cube : 150 ans de Sénat : grands moments, grandes lois

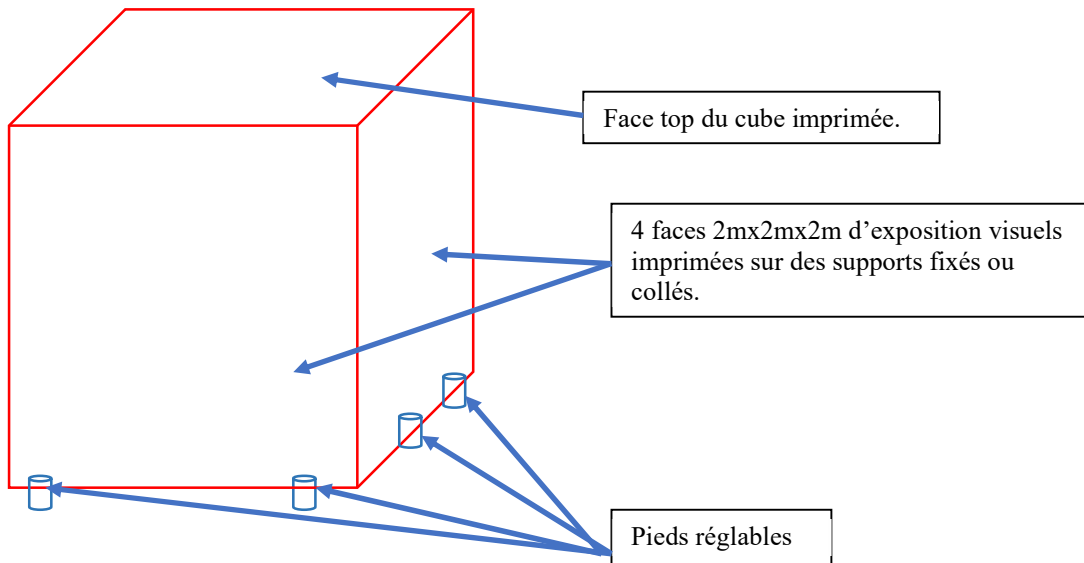
6. Panneau N°5 loi du 28 mars 2003 sur la décentralisation ;
7. Panneau N°6 l'Assemblée consultative provisoire au Sénat 1944-1945
8. Panneau N°7 Eugénie Éboué-Tell Sénatrice : les femmes résistantes
9. Panneau N°8 Le Sénat protecteur des libertés publiques : la saisine du Conseil constitutionnel ;
10. Panneau Top : Logo des 150 ans du Sénat.

Projet : 2 structures cubiques de 180 cm à 200 cm, 10 faces d'impression, sur des pieds réglables (fabrication, impression et fixation des supports d'exposition, livraison, remplacement des supports en cas de dégradation et entretien)

Détail du projet :

- les cubes devront mesurer 180 cm à 200 cm ;
- ils se composeront de 5 faces chacun, 4 faces d'exposition une face au top de la structure finalisant le format cube ;
- les deux cubes seront équipés de pieds réglables afin de s'ajuster au revêtement du sol en gravier stabilisé et permettant l'écoulement des eaux de pluie ;
- ces structures seront lestées permettant de résister à des vents de 80 km/h ;
- les visuels de l'exposition seront imprimés sur des supports fixés ou collés aux faces des cubes, mais amovibles et remplaçables en cas de dégradation (Dibond, adhésif, ou autre...) ;
- un bureau de contrôle en certifiera la sécurité pour un usage sur le domaine public (pris en charge par le titulaire du marché) ;
- le projet devra présenter les procédures de remplacement des supports en cas de dégradation et définir les fréquences d'entretien des structures.

Déploiement dans le Jardin du Luxembourg :



Les premières projections graphiques

150 ans de Loi

L'année 1870 marque la naissance des bases constitutionnelles de la Vème République en France et avec elle, celle du Sénat.

Pour ses 150 ans, célébrons le Sénat en retraçant ses grands moments, ses grandes figures et les grandes lois qui ont jalonné son histoire depuis 1875 !

Robert Badinter (1928 - 2024)

Sénateur et homme de Justice

Le 20 novembre 1980, le Sénat célèbre la loi relative au statut des magistrats de l'ordre judiciaire, un événement historique qui marque le début d'une nouvelle ère pour le Sénat. Cette loi, dite loi Badinter, a été adoptée par le Sénat le 19 novembre 1980, à l'unanimité.

Robert Badinter, alors président du Sénat, a joué un rôle central dans l'élaboration de cette loi. Il a insisté sur la nécessité de renforcer l'indépendance de la magistrature et de garantir la sécurité juridique.

Eugénie Éboué-Tell (1891 - 1972)

Sénatrice et résistante

Le 18 décembre 1945, Eugénie Éboué-Tell est élue sénatrice. Elle est la première femme à occuper ce poste au Sénat. Elle a été réélue en 1953 et 1959.

Elle a été une figure majeure de la Résistance et de la Libération. Elle a été membre du Conseil National de la Résistance et a joué un rôle important dans la reconstruction de la France d'après-guerre.

Victor Hugo (1802 - 1885)

Sénateur et défenseur des Libertés

Le 10 mai 1875, Victor Hugo est élu sénateur. Il est le plus ancien des sénateurs à l'époque. Il a été réélu en 1879 et 1883.

Il a été un grand défenseur des libertés individuelles et collectives. Il a été membre du Conseil d'Etat et a joué un rôle important dans la rédaction de la Constitution de 1875.

ANNEXE 3 : CAHIER DES CHARGES MODULE 2

Module 2 /enfant « Le Jeu de Loi »

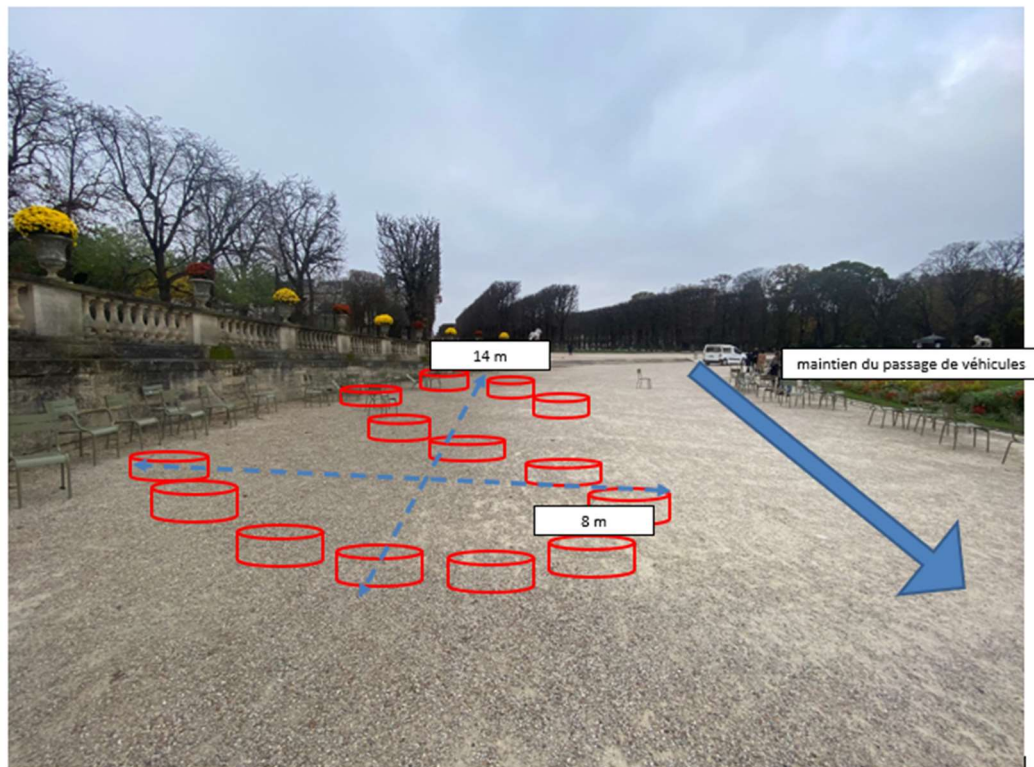
Un jeu de l'oie sur une zone dans le Jardin du Luxembourg de 9 m de large et 15 m de long, posé sur un sol stabilisé de graviers, qui permet de comprendre comment se votent les lois. Le jeu serait composé de 2 demi-pastilles et de 14 pastilles numérotées de 1 à 14, de 100 cm à 125 cm de diamètre sur 15 à 20 cm de haut, lestées, avec des pieds réglables, et de deux roues numérotées de 1 à 6 de 190 cm de haut de 130 cm de large. Ces pastilles formeraient au sol un « S ».

Projet : Le jeu serait composé 18 structures soit 2 demi-pastilles et de 14 pastilles lestées, avec des pieds réglables, et de deux roues pour mobile sur socle permettant de faire un tirage au sort entre 1 et 6. Ces pastilles formeraient au sol un « S ». (fabrication, impression et fixation des supports d'exposition, livraison, remplacement des supports en cas de dégradation et entretien)

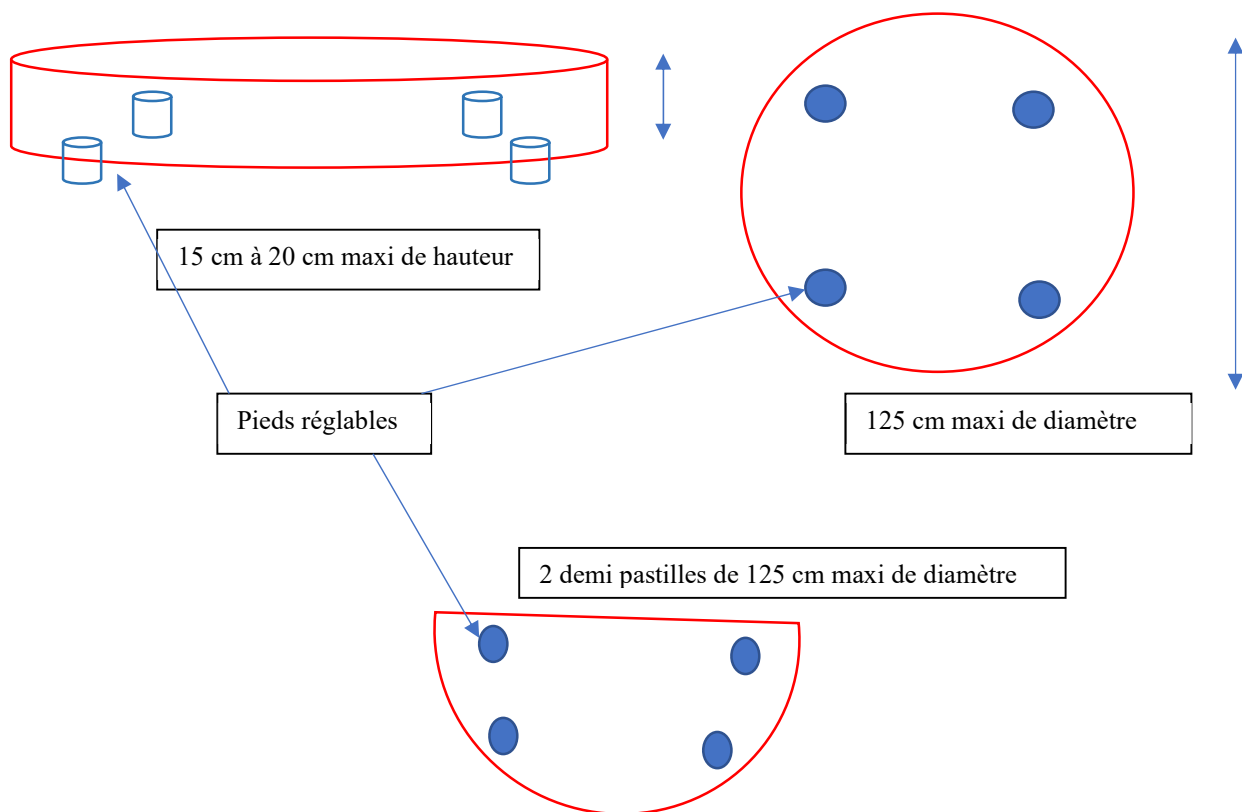
Détail du projet :

- 14 pastilles numérotées de 1 à 14, de 100 cm à 125 cm de diamètre, sur 15 à 20 cm de haut ;
- 2 demi pastilles de 100 cm à 125 cm de diamètre sur 15 à 20 cm de haut ;
- 2 roues mobiles numérotées de 1 à 6 : roues de 90 cm à 110 cm, structures de 190 cm de haut, sur un socle de 70 cm de large, sur 130 cm de long, 5 à 15 cm d'épaisseur ;
- les 18 structures seront équipées de pieds réglables afin de s'ajuster au revêtement du sol en gravier stabilisé et permettant l'écoulement des eaux de pluie ;
- ces 18 structures seront lestées permettant de résister à des vents de 80 km/h ;
- les visuels de l'exposition seront imprimés sur des supports fixés ou collés, mais amovibles et remplaçables en cas de dégradation (Dibond, adhésif, ou autre...) ;
- un bureau de contrôle en certifiera la sécurité pour un usage sur le domaine public (pris en charge par le titulaire du marché) ;
- le projet devra présenter les procédures de remplacement des supports en cas de dégradation et définir les fréquences d'entretien des structures.

Déploiement dans le Jardin du Luxembourg :



14 pastilles sur pieds réglable :



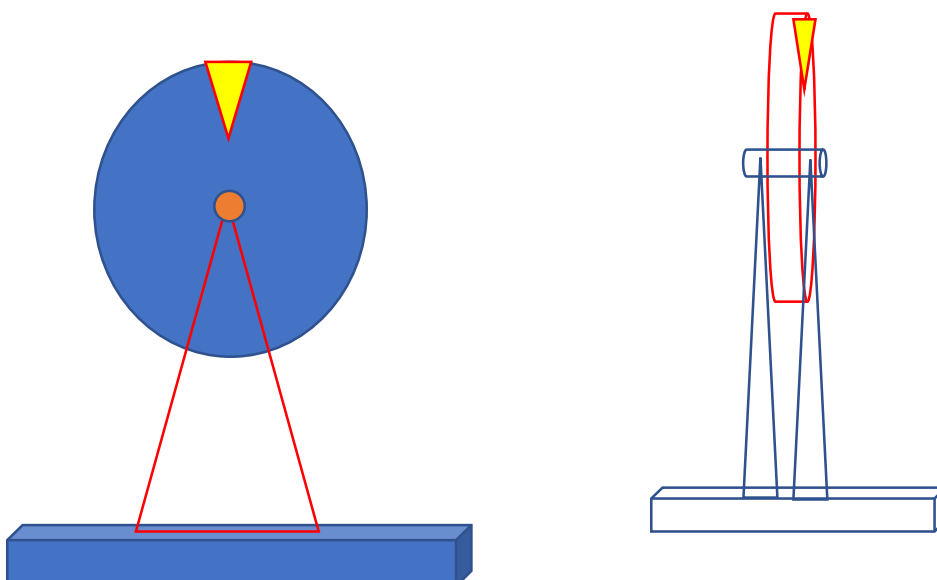
Les premières projections graphiques :



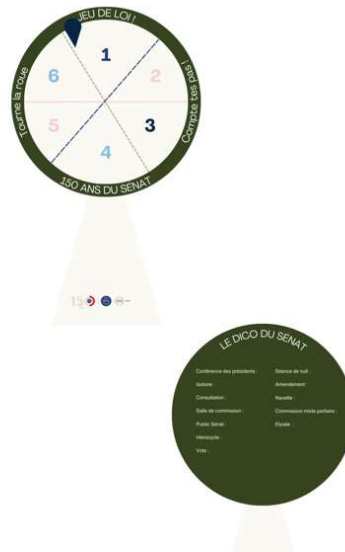
2 Roues mobiles :

Roues mobiles fixées sur un axe, lui permettant de tourner, numérotées de 1 à 6 :

- roue de 90 cm à 110 cm ;
- structures de 190 cm de haut ;
- sur un socle maxi de 70 cm de large, sur 130 cm de long, 5 à 15 cm d'épaisseur ;
- le disque de 2 à 5 cm d'épaisseur serait divisé en 6 quartiers numérotés de 1 à 6 lui permettant de définir le nombre de case que le joueur peut parcourir.

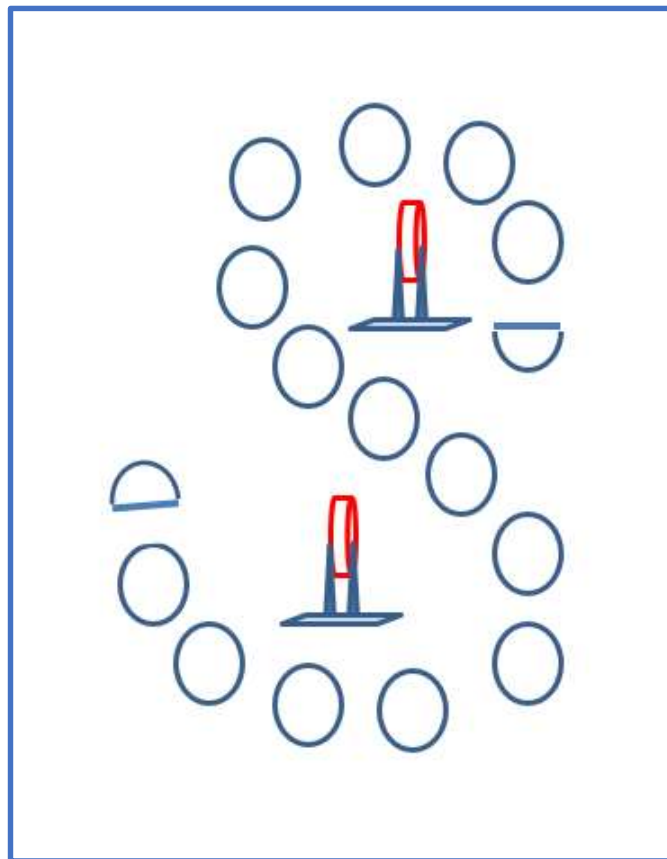


Les premières projections graphiques :



Déploiement des structures dans le jardin du Luxembourg

Ces 16 structures « pastilles » et « demi pastilles » formeront un S au sol et seront séparées de 50 à 80 cm pour occuper une zone dédiée maximum de 9 m de large et 15 m de long. Les 2 roues seront déployées au centre.



ANNEXE 4 : CAHIER DES CHARGES MODULE 3

Une structure fixe serait installée dans le Jardin du Luxembourg, figurant un pupitre, pour un jeu de rôle de mise en situation pour « *défendre ta loi* ».

Une estrade en forme d'une pastille de 15 à 20 cm de haut et de 200 à 250 cm de diamètre, surmontée d'un pupitre d'orateur stylisé serait déployé au niveau du fer à cheval, permettant aux visiteurs de faire des selfies avec le Sénat en arrière-plan. Ce module sera lesté et équipé de pieds réglables. Une petite cloche serait ajoutée pour symboliser les ouvertures de séance.

Projet : structures représentant un pupitre d'orateur dont le socle est un disque de 250 cm, sur des pieds réglables (fabrication, impression et fixation des supports d'exposition, livraison, remplacement des supports en cas de dégradation et entretien)

Détail du projet :

- la structure mesurerait au maxi 155 cm de haut socle et pupitre inclus ;
- un socle en forme de disque de 250 cm de diamètre, de 15 cm à 30 cm de hauteur ;
- surmonté d'un pupitre d'orateur de 115 cm à 135 cm de haut et de 30 cm à 40 cm de profondeur et de 60 cm à 80 cm de large ;
- 2 micros stylisés 30 cm maxi de long, 3 cm de diamètre ;
- une petite cloche de 10 à 15 cm de diamètre serait fixée à la structure ;
- Un réhausseur pour les enfants de 30 cm à 40 cm de haut sur 40 à 50 cm de long ;
- cette structure sera équipée de pieds réglables afin de s'ajuster au revêtement du sol en gravier stabilisé et permettant l'écoulement des eaux de pluie ;
- elle sera lestée permettant de résister à des vents de 80 km/h ;
- les visuels de l'exposition seront imprimés sur des supports fixés ou collés, mais amovibles et remplaçables en cas de dégradation (Dibond, adhésif, ou autre...) ;
- un bureau de contrôle en certifiera la sécurité pour un usage sur le domaine public (pris en charge par le titulaire du marché) ;
- le projet devra présenter les procédures de remplacement des supports en cas de dégradation et définir les fréquences d'entretien des structures.

Déploiement dans le Jardin du Luxembourg :

